



Comité interministériel pour la coopération au développement

Compte-rendu de la réunion du 13 juillet 2018

Base légale:

- Loi du 9 mai 2012 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire.
- Règlement grand-ducal du 7 août 2012 fixant la composition et le fonctionnement du Comité interministériel pour la coopération au développement.

Listes de présence:

Délégués

Manuel TONNAR	Président, Direction de la Coopération, MAEE	<input checked="" type="checkbox"/>
Alain BECKER	Intérieur	Excusé
Alain BLISS	Ministère de l'Immigration	<input checked="" type="checkbox"/>
Daniel DA CRUZ	Ministère de l'Economie	<input checked="" type="checkbox"/>
Cherryl DENTZER	Développement durable et Infrastructures (suppl.)	
Valérie DEBOUCHE	Egalité des Chances	
Dominique FABER	Famille	<input checked="" type="checkbox"/>
Georges GEHL	Développement durable et Infrastructures	Excusé
Tom HANSEN	Justice	Excusé
Georges HEINEN	Finances	Excusé
Patrick HEMMER	Etat	<input checked="" type="checkbox"/>
Christine HERZEELE	Agriculture	Excusée
Marguy KOHNEN	Développement durable et Infrastructures	<input checked="" type="checkbox"/>
Karin MANDERSCHIED	Ministère de la Sécurité sociale (suppl.)	
Eva MARKUSDOTTIR	Égalité des Chances (suppl.)	
Noémie MAROCHI FEYDER	Santé	Excusée
Miguel MARQUES	Ministère des Finances (suppl.)	Excusé

Karin MODERT	Éducation Nationale	Excusée
Pierre MOUSSET	Ministère des Affaires étrangères et européennes	<input checked="" type="checkbox"/>
Jean OLINGER	Inspection générale des Finances	Excusé
Georges PAULUS	Éducation nationale (suppl.)	
Sylvie PROMMENSCHENKEL	Direction de l'Immigration (suppl.)	
Dina RAMCILOVIC	Justice	Excusée
Isabelle SCHROEDER	Égalité des Chances	
Pascale SPELTZ	Inspection générale de la Sécurité sociale	<input checked="" type="checkbox"/>
Pierre TREINEN	Agriculture	
Manon UNSEN	Direction de l'Immigration	Excusée
Patricia VILAR	Intérieur (suppl.)	<input checked="" type="checkbox"/>
Nadine WELTER	Travail	
Marc WEYRICH	Logement	Excusé
Barbara ZECHES	Culture	

Autres participants

Thomas LAMMAR	Responsable « Cohérence des politiques », MAEE/DCD
Nicolas PIERRE	Responsable « Efficacité du développement », MAEE/DCD

Contenu

1) Approbation de l'ordre du jour	2
2) Approbation des comptes-rendus des réunions du 10 mars et du 1 ^{er} juin 2018.....	3
3) Point d'information sur l'élaboration du rapport annuel 2017 de la Coopération luxembourgeoise et de la section dédiée au CID.....	3
4) Briefing sur les activités phares récentes de la Coopération luxembourgeoise	3
5) Point d'information sur le <i>Commitment to Development Index</i>	5
6) Divers.....	6

1) Approbation de l'ordre du jour

Les délégués présents approuvent l'agenda après remplacement du point « 5 », consacré à la campagne de sensibilisation « *Rethink your clothes* », par un point d'information relatif au « *Commitment to Development Index* ».

2) Approbation des comptes-rendus des réunions du 10 mars et du 1^{er} juin 2018

Les comptes-rendus des réunions du CID, en date respectivement du 10 mars et du 1^{er} juin 2018 sont approuvés.

3) Point d'information sur l'élaboration du rapport annuel 2017 de la Coopération luxembourgeoise et de la section dédiée au CID

Le président présente les points clefs mis en avant dans le rapport annuel 2017 de la Coopération luxembourgeoise avant de revenir sur la proposition de texte relative aux activités du Comité interministériel pour la coopération au développement.

Il est précisé que le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire M. Romain Schneider, présentera le rapport à la commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des députés, le 16 juillet 2018. L'édition 2017 du rapport annuel sera consultable en ligne sous le lien suivant : www.cooperation.lu/2017.

4) Briefing sur les activités phares récentes de la Coopération luxembourgeoise

Le président revient sur les principales activités menées par la Coopération luxembourgeoise en juin ainsi que lors de la première quinzaine du mois de juillet 2018 :

- ***Journées européennes du développement, Bruxelles (5-6 juin 2018)*** : Le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Romain Schneider, a participé le 5 juin 2018 à l'ouverture de la 12^{ème} édition des Journées européennes du développement (JED). L'édition 2018 s'est concentrée sur le thème de l'égalité des sexes, l'autonomisation ainsi que l'engagement des femmes et des filles dans le développement durable. En marge des JED, M.Schneider a participé au lancement d'une nouvelle campagne intitulée #SheIsEqual, initiée par Global Citizen, une plateforme communautaire que le Luxembourg soutient financièrement.
- ***Visite de travail au Luxembourg du Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères de la république du Kosovo, M. Bhegjet Pacolli (8 juin 2018)*** : Dans le cadre de son déplacement, le ministre Pacolli a notamment eu une entrevue avec le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Romain Schneider. Les échanges ont permis de faire le point sur les projets actuellement mis en œuvre par la Coopération luxembourgeoise au Kosovo dans les domaines de la formation professionnelle, de la santé et du soutien à la société civile. Ils ont en outre abordé un nouvel appui du Luxembourg en cours de lancement, dans le domaine de l'assistance technique à l'intégration européenne.

- ***Atelier de présentation du projet de la nouvelle stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise (Luxembourg, 14 juin)*** : Le président revient sur le déroulement satisfaisant de l'atelier qui s'est tenu en présence d'une centaine de participants. Il indique qu'afin de tenir compte des nombreux commentaires reçus tout au long du processus d'élaboration du document de stratégie, sa finalisation a été reportée au mois de septembre 2018. Le projet de stratégie sera ainsi soumis en Conseil de gouvernement au cours de la première quinzaine du mois de septembre. Le document final sera présenté lors de l'édition 2018 des Assises de la Coopération luxembourgeoise.

- ***Assises de la Coopération luxembourgeoise (Luxembourg, 19-20 septembre 2018)*** : Le président invite les membres du CID à participer aux prochaines Assises de la Coopération luxembourgeoise qui se tiendront les 19 et 20 septembre au Luxembourg, en présence des acteurs luxembourgeois de la coopération et de leurs partenaires les plus proches. A côté de la présentation de la nouvelle stratégie et de l'identité visuelle de la Coopération luxembourgeoise, l'édition 2018 des Assises aura comme fil conducteur les instruments et moyens à mettre en œuvre pour opérationnaliser le principe de « ne laisser personne pour compte », sous-jacent à l'Agenda 2030 des Nations Unies. En marge des Assises, se tiendra par ailleurs une conférence-débat dans le cadre du quarantième anniversaire de l'agence luxembourgeoise de coopération au développement « LuxDev ».

- ***Coopération Sud-Sud et triangulaire - Signature de la convention CARES (Luxembourg, 28 juin 2018)*** : Le 28 juin, le ministre Romain Schneider, a signé avec le Luxembourg Institute of Health (LIH), une convention relative au projet CARES (*Casamance Research-program on HIV-Resistance and Sexual Health*). Le projet vise, à travers la recherche opérationnelle et le renforcement des capacités, à améliorer l'accès aux diagnostics et aux traitements des personnes infectées par le VIH, l'hépatite B et le papillomavirus dans la région transfrontalière entre la Casamance au Sénégal et la Guinée-Bissau. Mis en œuvre sur la période 2018-2022, il est financé par la Coopération luxembourgeoise à hauteur de 2,5 millions EUR.
 Le projet CARES constitue une illustration concrète d'une approche multi-partenaire innovante en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire (cf. ODD 17) en associant des acteurs tant publics qu'issus de la société civile ainsi que du domaine académique et de la recherche. Ainsi, le LIH assurera la coordination globale du projet, alors que la coordination opérationnelle avec les structures de santé au Sénégal et en Guinée-Bissau sera confiée à l'ONG internationale ENDA Santé. Le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), le Laboratoire national de santé du Luxembourg (LNS) et la Fondation recherche sur le sida interviendront sur les volets de recherche, de formation et d'appui auprès de l'université et des hôpitaux de Ziguinchor et de Bissau tandis que l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/Access (SAN/ACCESS) se consacrera à l'étude des effets de la stigmatisation et de la discrimination sur l'accès à la santé, en collaboration avec l'université Johns Hopkins de Baltimore/États-Unis.

- ***Visite de travail à Luxembourg de M. Peter Maurer, président du Comité international de la Croix-Rouge (9 juillet 2018)*** : Lors de leurs échanges, le ministre Romain Schneider et le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont tiré un bilan très positif du partenariat stratégique entre le Luxembourg et le CICR, qui porte sur la période

2017-2020. Le président Maurer a remercié le Luxembourg pour son appartenance au *Donor Support Group (DSG)*, un groupe restreint de pays donateurs du CICR qui contribuent un minimum de 10 millions CHF par an aux budgets du CICR. Outre la finance inclusive et les technologies numériques, le ministre Schneider et M. Maurer ont également abordé la question des nouveaux modèles de financement, à l'instar de la première « obligation à impact humanitaire » (*humanitarian impact bond*) que le CICR a lancé en septembre 2017 pour transformer le financement de l'assistance dans les pays touchés par des conflits.

Le représentant du Ministère d'Etat a complété ce dernier point en revenant brièvement sur l'entretien entre le Premier ministre, ministre d'Etat, Xavier Bettel et le président Maurer qui a notamment porté sur les défis résultant de la stagnation des volumes d'aide humanitaire alloués aux pays en conflit/crise et l'importance d'assurer la transparence liée à l'utilisation de ces fonds. Dans le contexte du phénomène migratoire, il a par ailleurs été abordé le rôle et les missions cruciales remplis par le CICR, en étroite collaboration avec l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), en tant que garants de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés.

5) Point d'information sur le *Commitment to Development Index*

M. Thomas Lammar, en charge de la cohérence des politiques pour le développement auprès du MAEE/DCD, présente le processus de révision qui est actuellement en cours concernant la méthodologie de calcul de l'indice de l'engagement pour le développement (CDI), au titre de l'année 2017. Cette révision concerne les volets du commerce, de l'aide publique au développement (APD) et de la finance.

Le CDI classe chaque année les vingt-sept pays les plus riches, dont le Luxembourg, en fonction de leurs politiques et de l'impact que ces dernières exercent sur les pays en voie de développement. A côté de l'APD, l'indice couvre six autres domaines politiques distincts, relatifs respectivement à la finance, les technologies, l'environnement, le commerce, la sécurité et la migration. M. Lammar précise que les différents départements ministériels concernés, peuvent encore compléter ou actualiser les données en vue de l'élaboration de l'indice au titre de l'année 2017 dont le rapport sera lancé en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 25 septembre 2018. Il indique par ailleurs qu'une révision plus large des indicateurs se fera au cours de l'année 2019, et sera appliquée au CDI pour 2020. Elle pourrait également comprendre le rajout de nouveaux bailleurs de fonds.

Sur demande des délégués présents il est rappelé que l'indice de l'engagement pour le développement (CDI) est compilé chaque année, depuis 2003, par le Center for Global Development (CGD). Le CGD est un centre de recherche (think tank) américain indépendant, ayant des dépendances à Washington et à Londres. Le Luxembourg appuie le CGD financièrement dans le cadre d'un consortium qui inclut par ailleurs l'Allemagne, l'Australie, le Danemark et la Suède. Lors de la dernière publication de l'indice, le Luxembourg se classait 13^{ème} sur vingt-sept pays évalués. En tant que membre du consortium, le MAEE/Direction de la Coopération a pu

clarifier et mieux expliquer l'engagement du Luxembourg en faveur du développement et un meilleur classement est prévu cette année. Les différents rapports relatifs au CDI sont disponibles sous le lien ci-après : www.cgdev.org.

6) Divers

Aucun point n'a été abordé sous « divers ».

Pour mémoire, la prochaine réunion du CID se tiendra le 5 octobre 2018 à 10h30.
--

Document annexé au compte-rendu:

- Note explicative du Center for Global Development (2018): *“Proposed methodological changes for the CDI 2018”*.



Proposed methodological changes for the CDI 2018

Summary: This note highlights three areas where CGD will likely make revisions and updates to the Commitment to Development Index 2018. Comments and advice from Consortium members are very welcome to inform our ongoing thinking. Any suggestions or challenges will be carefully considered. To preserve the independence of the CDI, all final decisions on methodology will be taken by the CDI team.

Table of Contents

Changes to the Trade component.....	2
Poverty weighted tariff data	2
Changes to «Impediments to imports-indicator»	2
Changes to the Aid component.....	2
Update of the Quality of Aid (QuODA) measure	4
Changes to the Finance component	4
Appendix	6
LOG real GDP selectivity weights for countries - normalized to be between 0 - 1	6

Changes to the Trade component

‘Poverty weighted’ tariff data

After last year’s update of our methodology with regards to [tariff protection](#), we are now in the process of further refining this indicator by looking into introducing a new ‘poverty’ weighting. In particular, we are looking into weighing the tariffs by GDP per capita of the country the tariff is levied against. The idea is that this weighing would make the tariff data even more relevant to lower income countries.

This approach is based on a [previous poverty weighting approach developed by David Roodman](#) for the aid component. There, aid quantity was multiplied by a selectivity multiplier that reflects the country’s income level, that was linearly related to the country’s log GDP per capita.

Similarly, we expect to weight our tariffs according to a GDP per capita because the aim of the indicator is to focus on tariffs and trade protection set up against poorer nations. Put differently, all else being equal, a tariff against a very poor country should matter more than a tariff against a wealthier country. Concretely, imagine, a hypothetical example, that is extreme but illustrative, where the UK’s average tariffs against rich Switzerland are 1% and on average 9% against poorer Malawi, whereas the US’s the tariffs would be the other way round: 1% against Malawi and 9% against Switzerland. The average tariff levied against other countries in this example would be 5% for both countries, yet the development impact of the UK’s tariffs would be much worse.

The “poverty” weight is based on the GDP per capita of the partner country facing the tariffs. We transform this figure to reflect that poorer countries place an exponentially higher value on income (for example, some empirical results suggest that [giving \\$1 to an extremely poor person is like giving \\$73 to an American](#)). We then multiply this weighted GDP per capita by the tariff to arrive at the ‘poverty-weighted tariffs’.

These poverty-weighted tariffs are normalized to be between 0 and 1. The interpretation of these figures would be relatively straightforward: a tariff raised against the poorest country in the sample counts fully (ie not down-weighted at all), whereas a tariff against the richest country in the sample (almost) does not count at all.

To get a better idea of this, we show the normalized ‘poverty weights’ for different countries below in Appendix 1.

Changes to «Impediments to imports-indicator»

Previously, this indicator has included three sub-indicators from the [Doing Business Database](#) published by the World Bank:

- the number of documents a country requires to import a container,

- the number of days it takes to import a container
- the costs of importing a container

The World Bank has recently changed the methodology and no longer updates the above indicators. The value of these indicators is that they highlight the administrative, time and other costs of importing to a CDI country. These are arguably more important to developing countries than to developed-country partners given the lower volumes and value of trade. To replace this indicator we therefore propose to use the World Bank's Logistics performance index. The LPI ranks countries on six dimensions of trade-including customs performance and infrastructure-quality that are important to development.

The data used comes from a survey of logistics professionals who are asked questions about the foreign countries in which they operate. The components are based on recent theoretical and empirical research and on the practical experience of logistics professionals involved in international freight forwarding.

Generally, the academic literature suggests that World Bank's LPI can explain trade costs and have been implicated in being an important impediment to trade for low-income countries¹. For instance, one paper suggests that the if low-income countries would improve on the LPI to that of middle-income countries, it might increase their exports by 15.1% and their imports by 8.5%. Similarly, we expect that high-income countries will also import more (from developing countries), if they were to do better on the LPI, even though the effects might be less pronounced².

In line with the CDI philosophy of measuring policy effort, we only take the two indicators from the LPI that are most related to CDI country government's policy efforts and dismiss the other three indicators more related to efforts by the private sector of a country. The indicators we selected are as follows:

- Customs: The efficiency of customs and border management clearance
- Infrastructure: The quality of trade and transport infrastructure

The [LPI database can be found](#) here. The new data is available for the past 2007, 2010, 2012, 2014, and 2016. Naturally, the old Doing Business and the new measure LPI measure correlate strongly (the Pearson's correlation coefficient is 0.6), but there are some shifts in the relative rankings this year, given that this is a new and different measure. Even though the median rank change was only 3, there were some more substantial rank changes, such as Canada +15 ranks; Denmark -13 ranks; Ireland -13 ranks; Portugal -14 ranks; South Korea -16 ranks; Switzerland

¹ "The importance of export logistics and trade costs in ... - Springer Link." <https://link.springer.com/article/10.1057/mel.2015.31>. Accessed 21 May. 2018.

² "Trade Policy, Trade Costs, and Developing Country ... - Science Direct." <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X11001434>. Accessed 21 May. 2018.

+11 ranks. These changes are due to the new method. We feel this is justified given that we believe the new measure to be a better way to capture country governments efforts to improve trade.

The 'Impediments to imports'-indicator makes up 25% of the weighting for the trade component.

Changes to the Aid component

Update of the «Quality of Aid (QuODA)-Indicator»

This year we also aim to update the data for the Aid component. The aid component's final score is computed by measuring the *quantity* of Official Development Assistance (ODA) of each country and multiplying by its *quality* of Aid (QuODA) to arrive at the overall impact of a CDI countries aid. QuODA is a basket of quantitative measures based on the [aid effectiveness measures agreed by donors in Paris, and the Accra Agenda for Action](#). We have updated the quantity measures of ODA annually, however, the QuODA measure is non-trivial to compute and has not been updated in recent years (though the effectiveness of an aid programme is not expected to fluctuate widely over the years). QuODA used to be a joint project between the Brookings Institution and the [third edition of QuODA was published in 2012](#). This year, we plan to re-compute the QuODA measure in-house though some of the individual indicators not be available in time for the September CDI release. After this re-computation, throughout 2018 and 2019, we will undertake a fuller review QuODA and aid effectiveness measures.

Changes to the Finance component

For the CDI 2018, we aim to change the way we assess financial secrecy. The "Finance" component of the CDI currently includes the [Financial Secrecy Index](#)' (FSI) Secrecy Score. This indicator accounts for 50% of the finance component. The FSI was developed by the Tax Justice Network (TJN) in 2009 to provide a means to assess the extent to which jurisdictions provide harmful financial and legal secrecy to non-residents, using specific, measurable criteria. The focus was on rating jurisdictions based on their 'criminogenic environment, with the aim of assessing the degree to which the legal and regulatory systems (or their absence) contribute to the secrecy that enables illicit financial flows (including tax evasion)'³.

³ See Draft FSI Briefing note by Maya Forstater

Taxes and financial flows and their impact on development have gained a lot of attention in the last few years. The TJN has published a new edition of the FSI in January 2018, which served as a good opportunity for CGD's visiting fellow and tax expert [Maya Forstater](#) to evaluate the current edition of the FSI. For each of the 20 FSI-indicators, an initial recommendation was made as to whether it should be adopted for this iteration of the CDI based on:

1. **Relevance:** Does it assess secrecy / openness to illicit financial flows?
2. **Validity:** Are the criteria valid: Are they based on international norms? If not, are they based on a reasonably well supported argument that they measure good practice in relation to preventing illicit financial flows?
3. **Reliability:** Does the data collection and assessment against the indicator appear to be reliable?

Based on this analysis, six FSI Indicators fulfil these three criteria and are therefore likely to have a beneficial impact for developing countries. These are:

- Indicator 1: [Banking secrecy](#)
- Indicator 16: [Public statistics](#)
- Indicator 17: [Anti-money laundering](#)
- Indicator 18: [Automatic information exchange](#)
- Indicator 19: [Bilateral treaties](#)
- Indicator 20: [International legal cooperation](#)

These six criteria align with international norms and appear to be reliably assessed by the FSI. In addition, part of Indicator 8: '[Country by country reporting](#)' is particularly relevant to developing countries, and is supported by international norms requiring public country by country reporting by extractive sector companies.

Based on these recommendations, we suggest to include 6.5 indicators of the FSI 2018 in the CDI 2018.

Appendix

LOG real GDP selectivity weights for countries - normalized to be between 0 - 1

Burundi	0.8667211935	Guyana	0.4550481173
Malawi	0.85902	Iraq	0.4499880989
Niger	0.8307569032	Bosnia and Herzegovina	0.44679995
Mozambique	0.8231779725	Belize	0.4435931461
CAR	0.8231215636	Jamaica	0.4418069252
Madagascar	0.8158118335	Iran	0.4390819416
Somalia	0.8040076525	Belarus	0.4381275658
DRC	0.8004955164	Fiji	0.4332780549
Liberia	0.7968764693	F.Y.R. of Macedonia	0.4308608909
Gambia	0.7911240277	South Africa	0.4298216173
Sierra Leone	0.7840540809	Serbia	0.4277137841
Guinea	0.7804438061	Libya	0.4207537756
Afghanistan	0.7654069182	Niue	0.4155632781
Togo	0.7610214447	Colombia	0.4154185201
Eritrea	0.759908038	Thailand	0.4128006817
Uganda	0.7517674402	Ecuador	0.4112595387
Guinea-Bissau	0.7505773371	Peru	0.4093470144
Burkina Faso	0.7436101779	Tokelau	0.4037671417
Chad	0.7402878811	Turkmenistan	0.4010612244
Rwanda	0.731836549	Suriname	0.3988471843

Ethiopia	0.7310025974	Montenegro	0.393923992
Nepal	0.7262497168	Dominican Republic	0.3934501115
Haiti	0.7241967545	Botswana	0.3919899484
South Sudan	0.7203708512	Saint Vincent and the Grenadines	0.3867401039
Comoros	0.717173967	Dominica	0.3843211529
Mali	0.716128336	Gabon	0.3835911864
Benin	0.7144228796	Kazakhstan	0.3768418642
Tajikistan	0.7132122296	Cuba	0.3750136021
Tanzania	0.6982860472	Saint Lucia	0.372236723
Senegal	0.6854103641	Nauru	0.3707569065
Yemen	0.6804473314	Lebanon	0.3689910892
Lesotho	0.6792717174	China (People's Republic of)	0.3650816193
Democratic People's Republic of Korea	0.6789918775	Mexico	0.3636472366
Zimbabwe	0.6777090079	Equatorial Guinea	0.3612557039
Cameroon	0.6741773871	States Ex-Yugoslavia	0.3594194671
Kyrgyzstan	0.6678704885	Maldives	0.3565052315
Mauritania	0.6677981578	Brazil	0.3556658249
Timor-Leste	0.656522673	Grenada	0.3421047364
Zambia	0.6543931316	Malaysia	0.3415778864
Cambodia	0.643184293	Mauritius	0.3396190336
Myanmar	0.6425824446	Mayotte	0.3263919352
Bangladesh	0.6330474371	Turkey	0.3225705209
West Bank and	0.6285689115	Costa Rica	0.3088155082

Gaza Strip			
Kiribati	0.6234075696	Montserrat	0.3060609311
Kenya	0.6227572941	Croatia	0.3054814029
Pakistan	0.6214416595	Venezuela	0.3036758177
Ghana	0.6168909684	Cook Islands	0.3029090256
Cote d'Ivoire	0.615635156	Argentina	0.3011019723
Congo	0.6154342305	New Caledonia	0.299540703
India	0.5986478481	Palau	0.2875664579
Sao Tome and Principe	0.5946109602	Panama	0.2869712211
Djibouti	0.5858191806	Chile	0.2857418426
Moldova	0.5827892199	Antigua and Barbuda	0.2797730736
Solomon Islands	0.5747080929	French Polynesia	0.277932282
Syrian Arab Republic	0.5708317983	Oman	0.2733459755
Uzbekistan	0.5670489094	Seychelles	0.2724150452
Nicaragua	0.5641843036	Uruguay	0.2709820941
Nigeria	0.5623425872	Trinidad and Tobago	0.269448784
Papua New Guinea	0.5620173931	Barbados	0.262593252
Viet Nam	0.5618133675	Saint Kitts and Nevis	0.2568544388
Ukraine	0.5618107793	Northern Mariana Islands	0.2560089747
Lao People's Democratic Republic	0.5507502135	Saudi Arabia	0.2298437313
Honduras	0.5502413056	Netherlands Antilles	0.2219282415
Sudan	0.5468600548	Slovenia	0.2205888244

Saint Helena	0.5416786272	Anguilla	0.216597651
Swaziland	0.5260311608	Bahrain	0.2133819955
Bhutan	0.5244815061	Bahamas	0.2083055639
Morocco	0.52296976	Cyprus	0.2070162234
Vanuatu	0.521488454	Malta	0.1962701616
Philippines	0.5168205657	Aruba	0.1946845074
Cabo Verde	0.5144686339	Brunei Darussalam	0.1854269551
Micronesia	0.5109726817	Korea	0.1821241619
Tuvalu	0.510236683	Kuwait	0.1745037328
Bolivia	0.5092031319	Turks and Caicos Islands	0.1738607019
Angola	0.5089209522	Israel	0.1366874324
Marshall Islands	0.4934755392	United Arab Emirates	0.1353687955
Egypt	0.4906365267	British Virgin Islands	0.1178065806
Indonesia	0.4882757063	Hong Kong, China	0.112991748
Armenia	0.4867781634	Chinese Taipei	0.09577251702
Kosovo	0.4844984604	Singapore	0.08412406072
Mongolia	0.483477831	Qatar	0.06710334275
Tunisia	0.4833886421	Cayman Islands	0.05551500187
Tonga	0.4833793685	Macau, China	0.03565004985
Wallis and Futuna	0.4789316464	Bermuda	0.01191314561
Sri Lanka	0.4775422682	Gibraltar	0
Algeria	0.4772160767		
Georgia	0.4768306922		
Azerbaijan	0.4759278688		

Samoa	0.4702084783		
Paraguay	0.4682698567		
Jordan	0.4679861123		
Namibia	0.4660729101		
Guatemala	0.4658457077		
Albania	0.4658402104		
El Salvador	0.4630942127		